

La conjoncture économique et sociale dans la région Grand Est et ses territoires vue par les socioprofessionnels du CESER

TABLEAU DE BORD N°9 | 12 NOVEMBRE 2018

« Commerce extérieur, emploi frontalier, tourisme : le Grand Est capitalise sur sa position géographique »

Les derniers chiffres publiés par Eurostat font apparaître un net ralentissement de la croissance économique européenne au second trimestre 2018, la France se singularisant avec le taux de croissance le plus faible de la zone euro.

En progression régulière depuis près de 5 ans, l'indicateur de conjoncture synthétique du CESER Grand Est traduit en effet l'inflexion de la croissance et marque un palier au premier semestre 2018. Cette pause trouve son illustration dans le recul des capacités estimées de production, gestion adaptée de l'outil productif, qui semble refléter la prudence des acteurs de ce secteur, anticipant un ralentissement économique.

Baisse du taux de chômage mais hausse des demandeurs de catégorie B et C, plafonnement de l'intérim et nombreuses créations de microentreprises, semblent, là encore, suggérer une structuration nouvelle de l'économie et de l'emploi.

Le cap des 100 000 frontaliers au Luxembourg franchi

C'était imminent, c'est désormais une réalité. Si le nombre de frontaliers vers la Suisse, l'Allemagne et la Belgique stagne, le phénomène vers le Luxembourg tend à s'amplifier : c'est chaque jour 100 299 habitants du Grand Est qui vont travailler au Grand-Duché et environ 5 000 de plus par an.

L'export, toujours aussi fort

Porté par ses secteurs phares (automobile, agriculture et agro-alimentaire, boissons et industrie pharmaceutique), le Grand Est consolide sa place de 2ème région exportatrice française derrière l'Île-de-France, notamment après un 4ème trimestre à un niveau exceptionnel (17 milliards d'euros).

Forte hausse des créations d'entreprises et moins de défaillances

Parallèlement à l'augmentation du nombre de créations d'entreprises dans le Grand Est (+15,5% en évolution annuelle), portée par les entreprises individuelles (+6,4%) par les micro-entreprises (+8,1% sur un trimestre), on note depuis près de 3 ans une baisse continue du nombre des défaillances, sauf dans l'industrie. Le nombre de sociétés créées, par nature plus pérennes et moins conjoncturelles, reste lui stable.

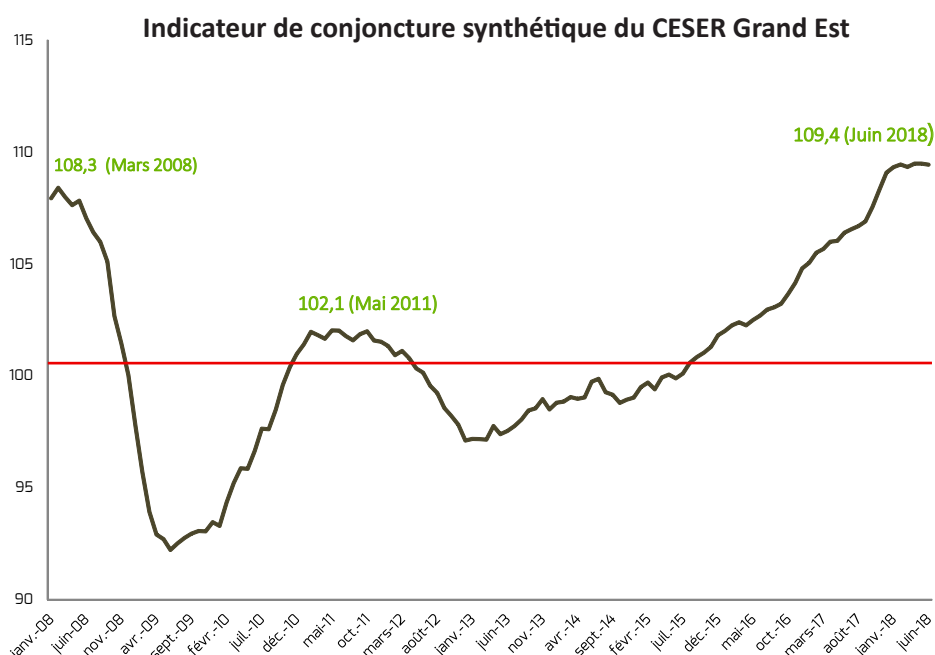
Progression de l'emploi, mais des disparités territoriales et des précarités sociales perdurent

Sur 4 trimestres glissants, on recense 20 000 emplois supplémentaires, principalement du

fait du secteur des services (intérim compris). Cette croissance ne profite pas à l'ensemble du territoire régional : les zones d'emploi meusiennes et haut-marnaises voient leur emploi diminuer. De plus, cette amélioration globale ne bénéficie pas aux demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et à ceux de longue durée (+7,4% en un an). 80 000 personnes sont inscrites à Pôle Emploi depuis plus de 3 ans.

Le Grand Est, une région touristique en devenir

Sur les 12 derniers mois, la région a enregistré en moyenne 1,2 millions de nuitées par mois, soit 2,3% de plus que les 12 mois précédents. C'est l'hôtellerie de haut de gamme qui voit sa fréquentation croître le plus (+13%).



L'indicateur de conjoncture synthétique calculé par le CESER se base sur trois indicateurs : niveau des exportations, emploi intérimaire et évolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Ces données sont compilées dans un indicateur composite, dont l'écart à la moyenne est mesuré et représenté dans le graphique ci-dessus.

SOMMAIRE

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

1 - COMMERCE EXTERIEUR

2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE

3 - UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE

4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES

5 - CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS

6 - CONSTRUCTION DE LOCAUX

7 - CREATIONS D'ENTREPRISES

8 - DEFAILLANCES D'ENTREPRISES

9 - NUITEES EN HOTELLERIE

2. EMPLOI

10 - EMPLOI SALARIE DU SECTEUR PRIVE

11 - EMPLOI SALARIE PRIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

12 - TRAVAIL INTERIMAIRE

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

13 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C)

14 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS

15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS

16 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN

17 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI

18 - TAUX DE CHÔMAGE

19 - REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER

21 - FRONTALIERS DE LA REGION GRAND EST

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

62,67 milliards d'euros
d'exportations sur les 4 derniers trimestres

26 100
constructions de logements neufs
en moyenne sur un an

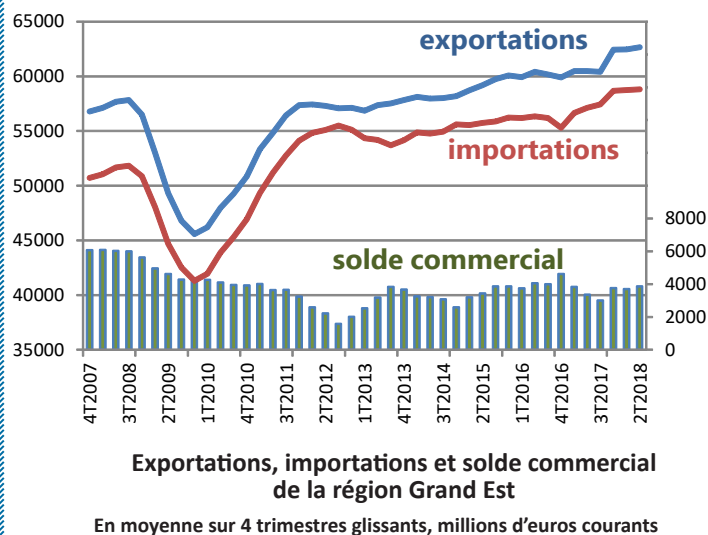
76,7 %
taux d'utilisation des capacités de production

35 315
créations d'entreprises sur un an

1 - COMMERCE EXTÉRIEUR - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN EUROS COURANTS

L'export, toujours aussi fort. Porté par des secteurs phares (industrie automobile, industrie pharmaceutique, fabrication de boissons), le Grand Est consolide sa place de **deuxième région exportatrice française** derrière l'Île-de-France. Après avoir atteint au 4^{ème} trimestre 2017 **un niveau exceptionnel** avec 17 milliards d'euros d'exports, les chiffres du premier semestre reviennent à une tendance plus habituelle de croissance : +2,2 milliards d'euros, soit +3,6% en évolution annuelle, notamment soutenue par l'industrie automobile. Si la balance commerciale reste excédentaire (+3,9 milliards), elle diminue de 750 millions d'euros en un an et demi, du fait d'une augmentation plus importante des importations que des exportations.

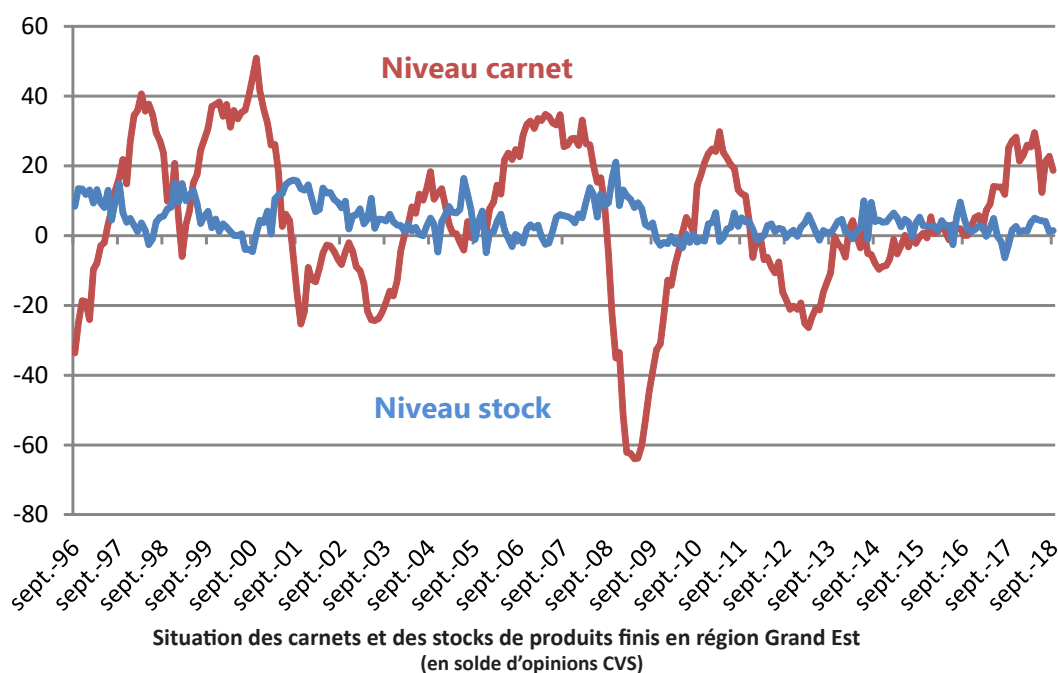


	Evolution annuelle des exportations (les 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents)		Répartition des exportations ces 4 derniers trimestres	
Ardennes	6,5%		2 176	
Aube	6,1%		1 623	
Bas-Rhin	3,8%		19 599	
Haute-Marne	4,3%		1 069	
Haut-Rhin	2,8%		14 259	
Marne	-4,3%		6 294	
Meurthe-et-Moselle	1,6%		2 413	
Meuse	0,8%		1 101	
Moselle	9,2%		11 815	
Vosges	2,4%		2 321	
Grand Est	3,6%		62 671	
France métropolitaine	5,0%		483 857	

2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE - SEPTEMBRE 2018

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

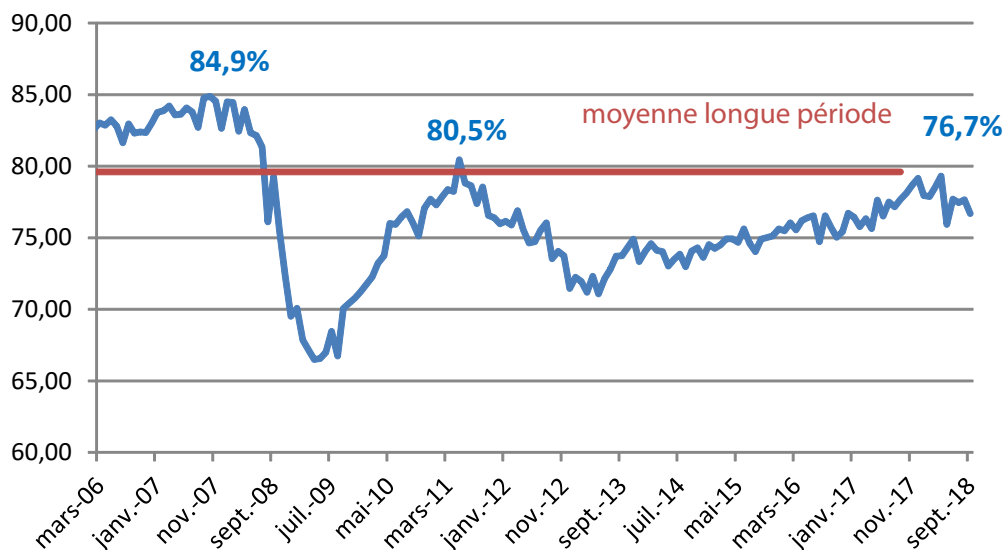
Une orientation favorable mais raisonnée. La perception du niveau des carnets de commandes semble traduire une vision contenue de la demande. En effet, leur courbe oscille ces derniers mois, même s'il demeure globalement à **un haut niveau depuis un an**. Les stocks, eux, varient peu et semblent confirmer une **gestion adaptée, voire prudente**.



3 - UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE - SEPTEMBRE 2018

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Recul. L'utilisation saccadée des capacités de production déclarées induit **une nouvelle diminution, de presque 3 points** par rapport à Avril 2018. En effet, suite à une **lente progression depuis 2013**, le Grand Est connaît **une baisse depuis six mois** de l'utilisation des capacités de production dans l'industrie (76,7% en Septembre 2018 contre 79,3% en Avril 2018). Elle s'éloigne un peu plus de la «moyenne longue période» (79,6%) et du niveau atteint avant la crise de 2008 (84,8%). **Malgré un haut niveau des carnets de commandes, l'outil de production reste contenu**, traduisant vraisemblablement une évolution de notre modèle économique.

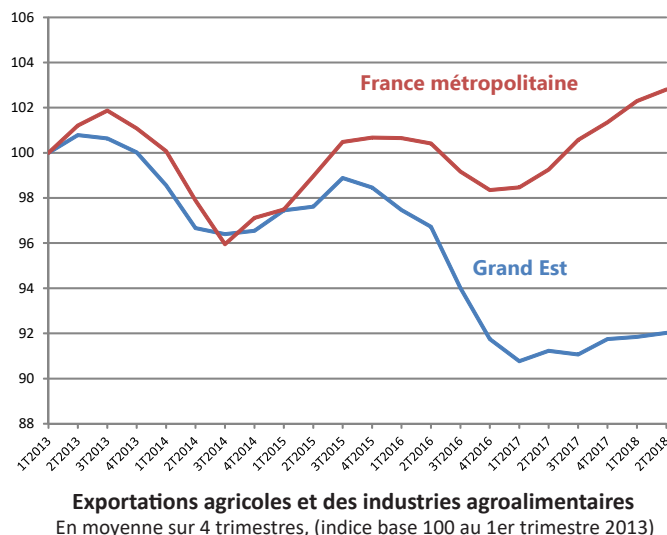


4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : DONNÉES BRUTES EN EUROS COURANTS

Les exportations régionales bien en retrait de la tendance nationale. Après une année 2016 très difficile et une année 2017 moyenne en terme de productions, les exportations agricoles et agro-alimentaires régionales **redécroissent à peine** (+1% sur un an), tandis que la progression nationale est soutenue depuis début 2017. Malgré tout, la filière continue de dégager **le plus important solde commercial sectoriel** de la région (4,9 milliards d'euros) et réalise encore 8,7 milliards d'euros d'exportations.

Probablement lié au dynamisme d'un secteur proactif, la forte baisse des exportations de boissons en direction du Royaume-Uni induite par l'annonce du Brexit (premier importateur de Champagne du Grand Est) a été compensée par une hausse des exportations en direction des Etats-Unis, du Japon, de l'Italie et de l'Australie.

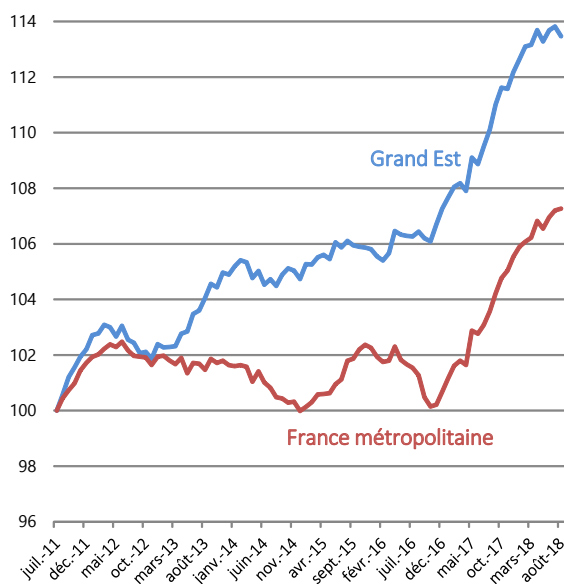


	Evolution des exportations les 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents		Répartition des exportations sur les 4 derniers trimestres, en millions d'euros
Ardennes	6,8%		375
Aube	-7,0%		347
Bas-Rhin	-3,9%		1 751
Haute-Marne	-2,0%		145
Haut-Rhin	-6,3%		797
Marne	1,8%		3 377
Meurthe-et-Moselle	3,6%		398
Meuse	6,4%		367
Moselle	16,0%		843
Vosges	-2,7%		255
Grand Est	0,9%		8 655
France métropolitaine	3,6%		61 410

5 - NUITÉES EN HÔTELLERIE - AOÛT 2018

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Le Grand Est, une région touristique en devenir. Depuis fin 2016, le tourisme en France métropolitaine connaît **un fort regain**, +3,3% en augmentation annuelle du nombre de nuitées passées. Sur les 12 derniers mois, la région Grand Est a enregistré en moyenne 1,2 millions de nuitées par mois, **soit 2,3% de plus que les 12 mois précédents**. Sur un plan qualitatif, l'hôtellerie de haut de gamme voit sa fréquentation croître de 13%. Si la part de la clientèle étrangère est plus marquée en été, elle a tendance à laisser sa place à une clientèle plus locale à l'arrière-saison. La Moselle voit sa fréquentation augmenter de 8% (plus forte hausse des 10 départements), à l'inverse de la Haute-Marne, seul département où les nuitées sont en recul (-1%).



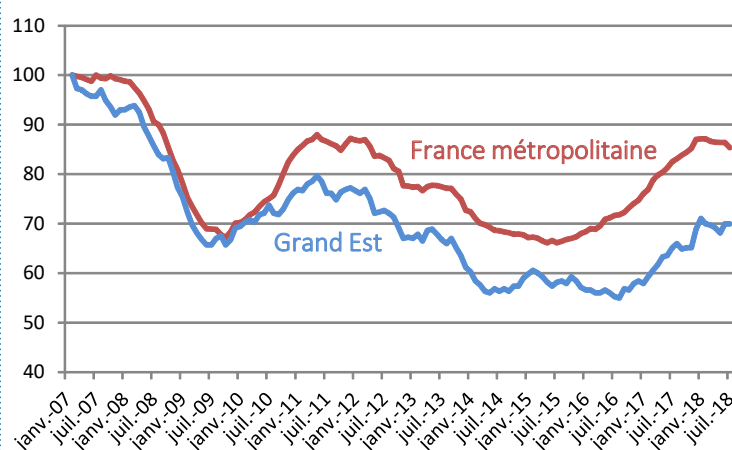
	Evolution annuelle des nuitées sur une année (les 12 derniers mois par rapport aux 12 précédents)	Nombre de nuitées mensuelles moyen sur un an
Grand Est	2,3%	1 201 143
France métropolitaine	3,3%	17 789 393

Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées

6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE (LOGEMENTS NEUFS) - JUILLET 2018

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ET INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Un pallier après une nette reprise de la construction de logements neufs. Sur les 4 derniers trimestres, on observe la construction de **26 100 logements** dans le Grand Est, soit **32% de plus que les 4 trimestres précédents**. Cette progression est **deux fois plus importante que la tendance nationale**. Cependant, on constate un **ralentissement en 2018**. Au sein de la région, l'évolution annuelle est **contrastée selon les départements** (+137% en Meurthe-et-Moselle (impact conséquent de l'Opération d'Intérêt National Alzette-Belval), +64% en Haute-Marne, -30% dans les Ardennes et la Meuse). Si les tendances observées dans la construction de logements individuels sont positives, elles le sont encore plus pour les logements collectifs, et notamment au sein des grandes agglomérations régionales, à l'exception de celles de Mulhouse et Colmar.



Evolution du nombre de constructions de logements en région Grand Est et en France métropolitaine, indice 100 Janvier 2007

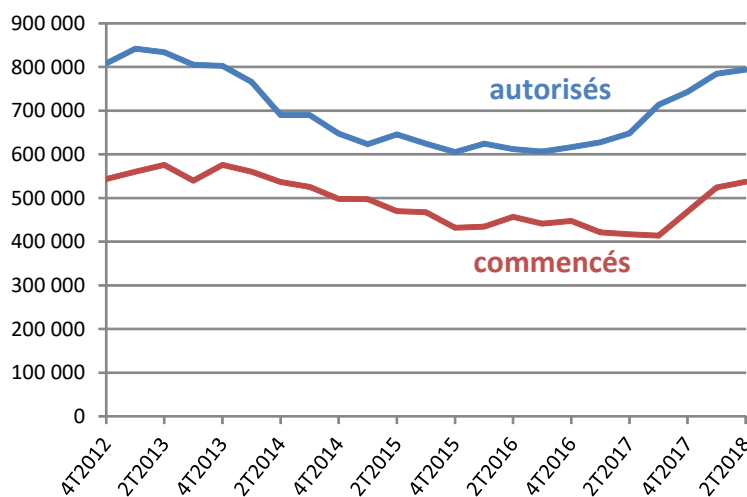
En moyenne sur 4 trimestres glissants

	Evolution du nombre de constructions autorisées les 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents	Evolution du nombre de constructions commencées les 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents
Ardennes	-10%	-30%
Aube	-13%	40%
Bas-Rhin	65%	36%
Haute-Marne	2%	64%
Haut-Rhin	60%	24%
Marne	60%	16%
Meurthe-et-Moselle	72%	137%
Meuse	0%	-33%
Moselle	2%	18%
Vosges	-20%	9%
Grand Est	37%	32%
France métropolitaine	3%	16%

7 - CONSTRUCTION NON RÉSIDENTIELLE (LOCAUX) - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Progression confirmée des mises en chantier. En moyenne, sur les 4 derniers trimestres, 537 339 m² de chantiers de locaux ont été lancés **(+29 % par rapport aux 4 trimestres précédents)**. A contrario, il y a un an, on recensait une diminution de 9%. Même si la progression des mises en chantier est désormais plus importante que celle des autorisations, **elle n'est pas suffisante pour résorber significativement le stock de ces dernières**. A l'exception de la Marne, qui connaît une baisse des autorisations et des constructions, tous les départements de la région connaissent une **forte croissance de la mise en construction**, allant jusqu'à +93% sur un an en Moselle.



Construction de locaux en région Grand Est (en m²)

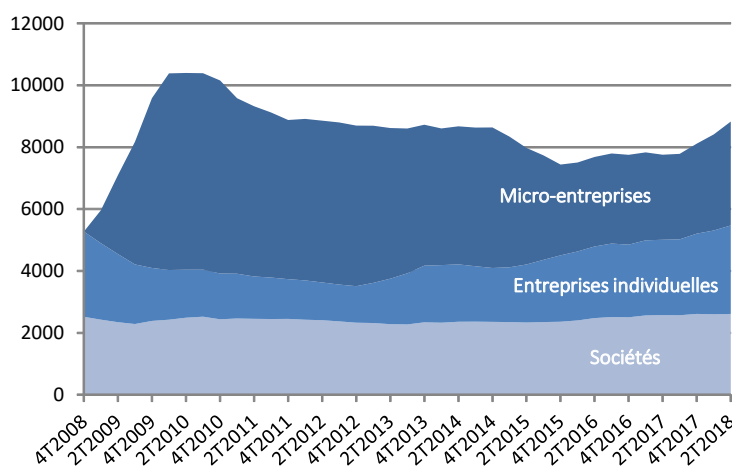
En moyenne sur 4 trimestres glissants

	Evolution des constructions autorisées les 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents	Evolution des constructions commencées les 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents
Ardennes	30%	0%
Aube	-28%	-24%
Bas-Rhin	14%	5%
Haute-Marne	14%	31%
Haut-Rhin	43%	46%
Marne	23%	44%
Meurthe-et-Moselle	53%	30%
Meuse	77%	10%
Moselle	21%	93%
Vosges	48%	54%
Grand Est	23%	29%
France métropolitaine	6%	9%

8 - CRÉATIONS D'ENTREPRISES - AOÛT 2018

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Forte hausse des créations d'entreprises. En un an, 35 315 entreprises ont vu le jour en région Grand Est, **soit une progression annuelle de près de 15,5%**, légèrement inférieure à la croissance nationale (16,8 %). Avec 5% des créations d'entreprises de France métropolitaine, la région Grand Est reste en retrait par rapport à son poids économique. Ce sont surtout les micro-entreprises (**+8,1% de création sur un trimestre**) et les entreprises individuelles (**+6,4% en évolution annuelle**) qui tirent les chiffres vers le haut. Le nombre de sociétés créées, par nature plus pérennes et moins conjoncturelles, reste stable. **On note des disparités territoriales à l'intérieur de la région** concernant les créations d'entreprises : si, sur un an, elles n'évoluent pas dans les Ardennes ou la Haute-Marne, certains départements comme la Marne, la Meuse ou l'Aube connaissent un bond de plus de 20%.



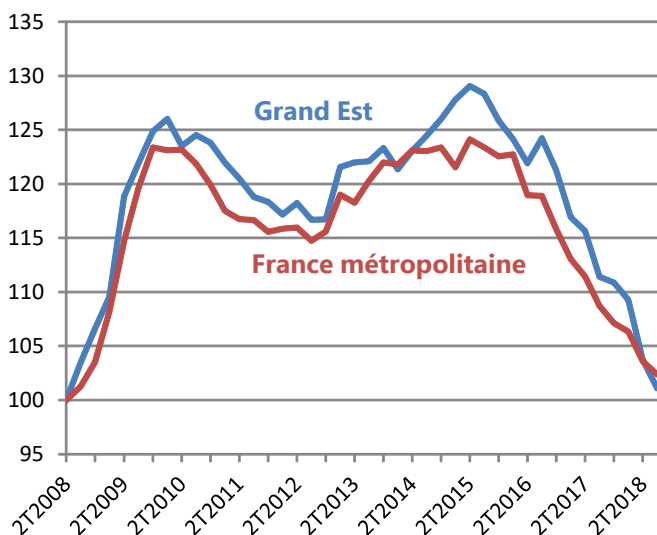
Créations d'entreprises dans la région Grand Est
En moyenne sur 4 trimestres glissants, par type d'entreprise

	Evolution annuelle (12 derniers mois / 12 mois précédents)	Nombre de créations les 12 derniers mois
Ardennes	0,5%	1 307
Aube	21,2%	1 959
Bas-Rhin	16,0%	9 272
Haute-Marne	-0,1%	726
Haut-Rhin	11,9%	4 876
Marne	25,7%	4 118
Meurthe-et-Moselle	20,7%	4 629
Meuse	24,6%	867
Moselle	13,7%	6 221
Vosges	6,8%	2 131
Grand Est	15,5%	36 106
France	16,8%	663 365

9 - DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, PAR DATE DE JUGEMENT D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Des entreprises moins fragiles. Avec 3 841 défaillances sur les 4 derniers trimestres soit 7,3% des défaillances de France métropolitaine, **la baisse est très marquée depuis le 2^{ème} trimestre 2016 et s'accélère encore depuis début 2018**. Sur un an, la baisse concerne la totalité des départements du Grand Est, à l'exception de la Marne, où les défaillances d'entreprises ont augmenté de 4%. Ce sont dans les secteurs du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration que les défaillances reculent le plus. Seul le secteur de **l'industrie connaît une hausse** du nombre de procédures judiciaires.



Défaillances d'entreprises en région Grand Est et en France
En moyenne sur 4 trimestres, glissants, base 100 au 1er trimestre 2008

	Evolution annuelle (les 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents)	Nombre de défaillances sur un an
Ardennes	-10%	206
Aube	-9%	225
Bas-Rhin	-2%	934
Haute-Marne	-19%	91
Haut-Rhin	-13%	529
Marne	4%	413
Meurthe-et-Moselle	-5%	478
Meuse	-8%	106
Moselle	-21%	579
Vosges	-6%	280
Grand Est	-9%	3 841
France	-7%	52 559

2. EMPLOI

20 498

créations d'emplois salariés

(entre le 2^{ème} trimestre 2017 et le 2^{ème} trimestre 2018)

1,389 millions d'emplois salariés dans le secteur marchand

297 921 emplois salariés dans l'industrie

108 038 emplois salariés dans la construction

240 228 emplois salariés dans le commerce

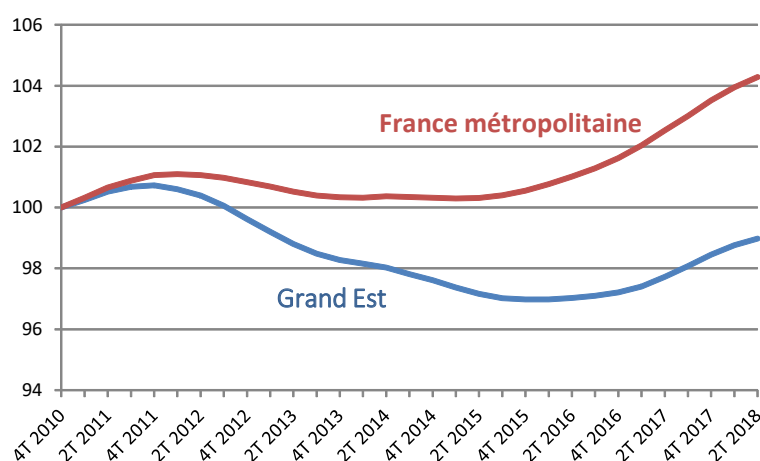
742 651 emplois salariés dans les services

10 - EMPLOI SALARIÉ DU SECTEUR PRIVÉ - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : ACOSS - URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Progression de l'emploi salarié toujours plus soutenue en France métropolitaine qu'en région Grand Est. L'emploi salarié dans le Grand Est poursuit sa hausse, même s'il peine à retrouver son niveau de 2010. La croissance nationale est plus rapide : sur les 4 derniers trimestres, 300 000 emplois ont été créés de plus que lors des 4 précédents.

Le Bas-Rhin et le Haut-Rhin totalisent à eux seuls deux tiers des emplois créés dans le Grand Est. Sur un an, certaines zones d'emploi (Longwy, Lunéville, Epervan) **augmentent de près de 3% leur emploi salarié**. Sur la même période, 4 zones d'emploi, situées en périphérie des grandes agglomérations, **voient leur emploi diminuer** : Verdun, Commercy, Neufchâteau et Vitry-le-François - Saint-Dizier.

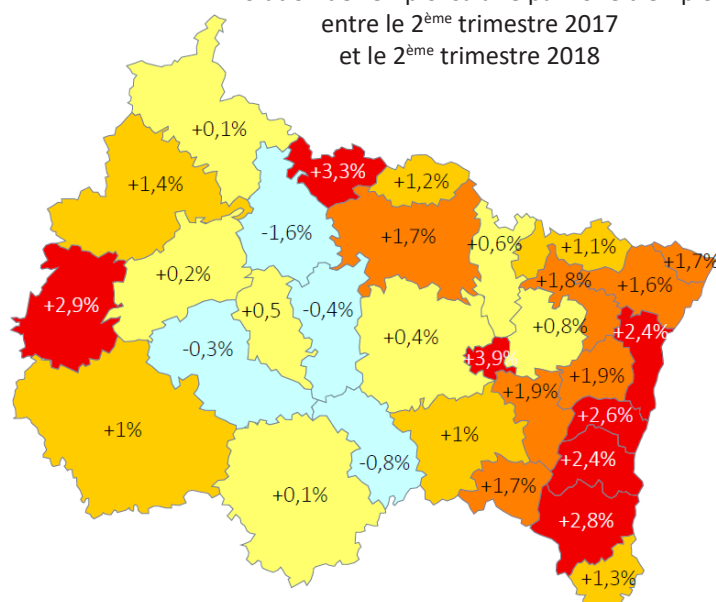


Evolution de l'emploi salarié du secteur privé*

Base 100 au 4^{ème} trimestre 2010, moyenne sur 4 trimestres glissants

*tout type de contrat confondu et emploi à temps partiel compris

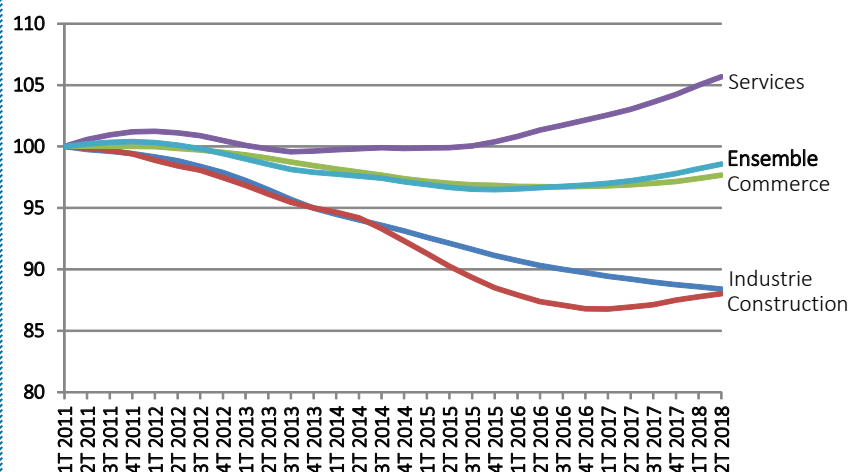
Evolution de l'emploi salarié par zone d'emploi
entre le 2^{ème} trimestre 2017
et le 2^{ème} trimestre 2018



11 - EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITE - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES (VALEUR ABSOLUE SANS CORRECTION SAISONNIÈRE)

Gain de 20 000 emplois salariés sur un an, poursuite des tendances observées depuis 2017. Les orientations des derniers trimestres **se consolident** : l'emploi salarié dans **la construction redémarre** après 8 années de baisse continue, il se redresse timidement dans le commerce depuis deux années. Pour ce qui concerne l'industrie, **l'emploi direct continue de s'éroder** alors que 40 000 intérimaires, bien qu'exerçant dans le secteur industriel, sont comptabilisés dans le secteur des services. Le secteur des services, porté par l'hébergement-restauration, les services aux entreprises et l'intérim (un tiers des 20 000 créations d'emploi pour ce dernier) continue de voir **ses effectifs augmenter de manière significative**.



Evolution de l'emploi salarié dans le secteur privé

Base 100 au 1^{er} trimestre 2011, moyenne sur 4 trimestres glissants

	Nombre d'emplois au 2 ^{ème} trimestre 2018	Evolution depuis le 2 ^{ème} trimestre 2017	
		en nombre	en %
Industrie	297 921	-2 541	-0,9%
Construction	108 038	1 155	1,1%
Commerce	240 228	2 635	1,1%
Services	742 651	19 249	2,6%
Total	1 388 838	20 498	1,5%

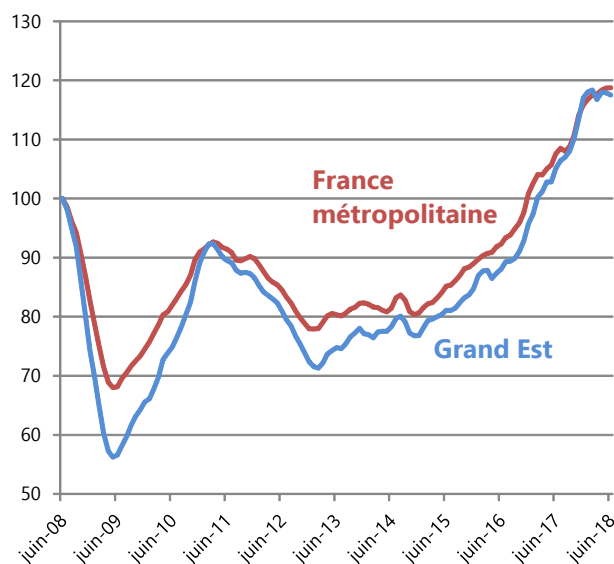
Remarque : les données présentées dans ce tableau ne sont pas corrigées des variations saisonnières

12 - TRAVAIL INTÉRIMAIRE - JUIN 2018

SOURCE : PÔLE EMPLOI // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (CVS)

Inflexion de l'intérim. En hausse quasi continue depuis 2013 (+ 30 000 emplois intérimaires au total), on assiste à un **fléchissement** ces 3 derniers mois (-1%). Sur cette période, seuls la Meuse et le Bas-Rhin enregistrent encore de sensibles augmentations. Pour autant, le nombre d'emplois intérimaires dans le Grand Est **a dépassé** depuis plus d'un an **son niveau d'avant crise**.

Selon Pôle Emploi, en juin 2018, la région Grand Est compte 76 195 emplois intérimaires, soit 9% du total national. 51% des intérimaires exercent une activité dans le secteur de l'industrie, 33% dans le secteur tertiaire et 16% dans le secteur de la construction, selon l'INSEE et la DARES.



Evolution de l'emploi intérimaire

Moyenne sur 3 mois glissants, base 100 en décembre 2007

	Evolution sur 3 mois	Evolution sur 1 an
Ardennes	-7%	9%
Aube	0%	-1%
Bas-Rhin	4%	19%
Haute-Marne	-6%	-8%
Haut-Rhin	-6%	13%
Marne	-6%	4%
Meurthe-et-Moselle	-2%	-3%
Meuse	12%	-8%
Moselle	1%	6%
Vosges	-2%	-8%
Grand Est	-1%	7%
France métropolitaine	0%	7%

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

462 440 demandeurs d'emploi de catégorie ABC (284 560 en catégorie A, dont 33 160 non indemnisés) en Janvier 2018

62 770 demandeurs d'emploi
(dont 39 250 en catégorie A) de moins de 25 ans

119 100 demandeurs d'emploi
(dont 79 000 en catégorie A) de plus de 50 ans

8,6%
taux de chômage dans la région

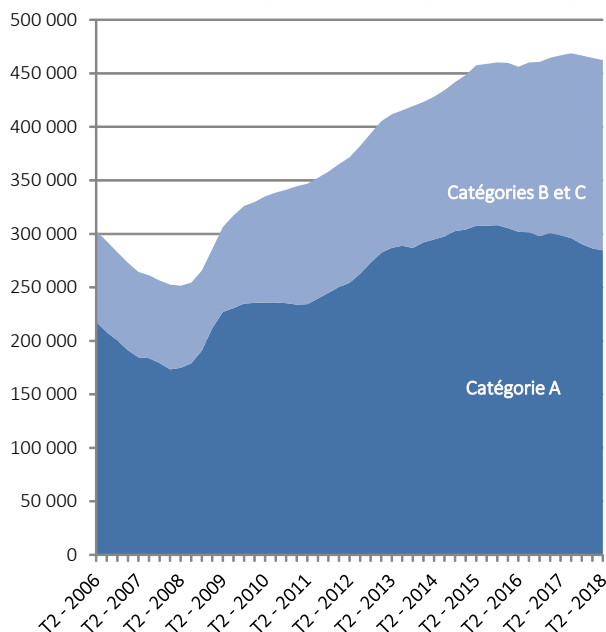
Catégorie A : personne sans emploi
Catégorie B : personne ayant exercé une activité de 78h maximum par mois
Catégorie C : personne ayant exercé une activité de plus de 78h par mois

13 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C) - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

9 départements sur 10 affichent une baisse du nombre de demandeurs d'emploi. 462 440 personnes sont inscrites à Pôle Emploi dans la région Grand Est en Janvier 2018 pour les catégories A, B et C (8,2% du total national). Les tendances régionales et nationales sont inversées : si le nombre de demandeurs recensés dans la région est **en baisse** depuis le 3^{ème} trimestre 2017 (- 9 370), la hausse en France métropolitaine est significative (+ 11 400 sur la même période). Sur un plan qualitatif, on observe toujours **une diminution importante des demandeurs d'emploi de catégorie A (- 14 000 sur un an), alors que ceux en catégorie B et C sont toujours plus nombreux**, traduisant une précarisation de l'emploi.

Si la baisse s'accroît sur un an pour les hommes, la situation des femmes continue de se dégrader, mais un peu moins ces 4 derniers trimestres que lors des 4 précédents (+0,9% contre +3,6%).



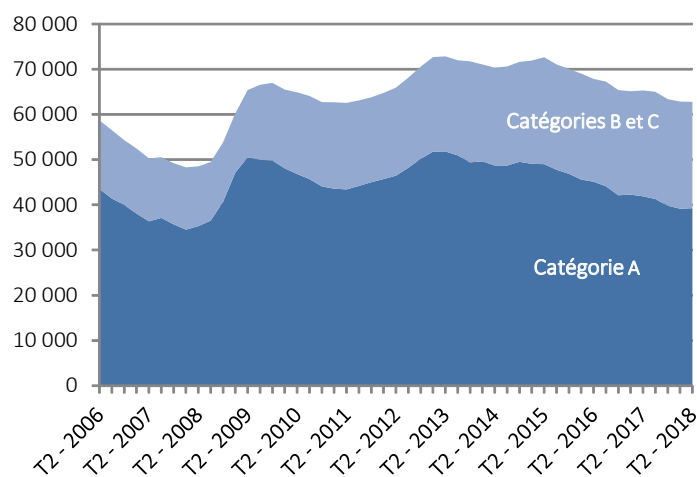
Catégorie A, B et C	Evolution sur 3 mois		Evolution sur 1 an	
Ardennes	-0,1%		-0,6%	
Aube	-1,4%		-0,7%	
Bas-Rhin	-0,4%		-0,9%	
Haute-Marne	-2,3%		-1,6%	
Haut-Rhin	0,2%		-1,3%	
Marne	-0,7%		0,3%	
Meurthe-et-Moselle	-0,6%		-1,0%	
Meuse	0,3%		-0,1%	
Moselle	-0,5%		-1,6%	
Vosges	-0,1%		-1,0%	
Grand Est	-0,4%		-1,0%	
dont hommes	-0,7%		-2,8%	
dont femmes	-0,2%		0,9%	
France métropolitaine	0,1%		1,4%	

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en région Grand Est

14 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

La reprise de l'emploi chez les jeunes au premier semestre 2018 confirmée, mais ralentie. Cette amélioration s'inscrit dans la **continuité des trois dernières années** (- 10 000 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans) mais elle est à pondérer (impact des contrats aidés). **Après une diminution significative sur une année (- 2 230),** le dernier trimestre enregistre une baisse infime (- 60). **La tendance dans le Grand Est est meilleure qu'au niveau national,** qui recense 8 000 demandeurs d'emploi supplémentaires (+1,1%) sur un trimestre. On dénombre encore 62 770 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est (8,4% du total national), dont 39 250 en catégorie A.



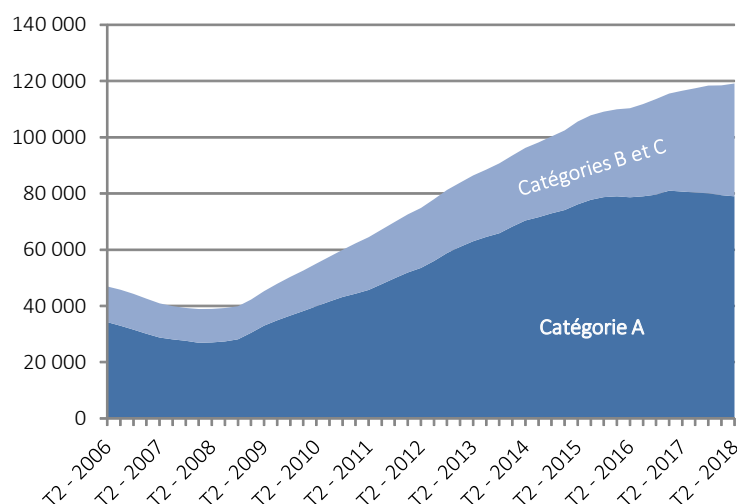
Catégories A,B et C	Evolution sur 3 mois	Evolution sur 1 an
Ardennes	-0,3%	-2,5%
Aube	0,2%	0,2%
Bas-Rhin	-0,3%	-5,2%
Haute-Marne	-1,4%	0,0%
Haut-Rhin	1,7%	-4,4%
Marne	0,1%	0,0%
Meurthe-et-Moselle	0,4%	-4,9%
Meuse	2,8%	-0,9%
Moselle	-1,5%	-5,8%
Vosges	-0,8%	-5,8%
Grand Est	-0,1%	-3,9%
dont hommes	-0,3%	-6,0%
dont femmes	0,1%	-1,6%
France métropolitaine	1,1%	0,0%

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est

15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Demandeurs d'emploi de plus de 50 ans : de nouveau en progression. Si, fin 2017, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans stagnait pour la première fois depuis la crise de 2007, il a depuis **repris sa tendance à la hausse**. Le Grand Est recense 119 100 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en catégorie ABC (8,4% du national), dont les deux tiers en catégorie A (soit 79 000 personnes). Sur un an, leur nombre a augmenté de 2 700 (+2,2%), **touchant essentiellement les catégories B et C** (les catégories A connaissent une baisse depuis presque deux ans). Les femmes sont également plus touchées par cette hausse que les hommes. Sur un an, seule la Haute-Marne parvient à contenir l'augmentation du chômage chez les seniors.



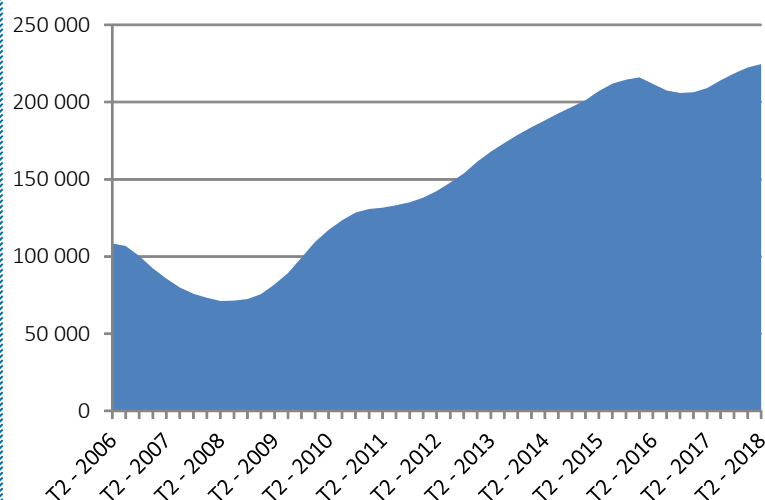
Catégories A, B et C	Evolution sur 3 mois	Evolution sur 1 an
Ardennes	1,0%	1,8%
Aube	0,1%	0,9%
Bas-Rhin	0,0%	2,9%
Haute-Marne	-1,3%	0,0%
Haut-Rhin	0,8%	2,4%
Marne	0,8%	2,9%
Meurthe-et-Moselle	0,5%	2,5%
Meuse	1,5%	2,0%
Moselle	0,8%	2,3%
Vosges	1,1%	1,1%
Grand Est	0,6%	2,2%
dont hommes	0,2%	1,2%
dont femmes	0,9%	3,1%
France métropolitaine	0,8%	3,7%

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en région Grand Est

16 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Des demandeurs d'emploi longue durée toujours plus nombreux. Les 10 départements continuent de voir augmenter leur nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à Pôle Emploi, allant jusqu'à +9,5% sur une année pour la Marne. 224 620 demandeurs d'emploi sont inscrits depuis plus d'une année en catégorie ABC en région Grand Est, soit 8,6% du total national. Toutefois, l'augmentation est plus ténue ce dernier trimestre (+1%, contre +1,6% en France métropolitaine). **Plus d'un demandeur d'emploi longue durée sur deux est issu du secteur industriel.** Il est à noter que la notion de longue durée n'exclue pas des périodes d'activités.



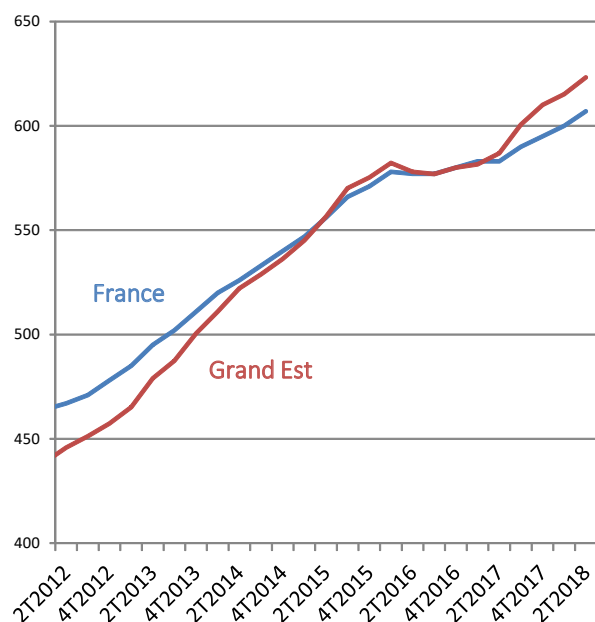
Catégories A, B et C	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an
Ardennes	0,3%	4,3%
Aube	0,8%	6,5%
Bas-Rhin	0,5%	6,7%
Haute-Marne	1,4%	5,6%
Haut-Rhin	0,8%	7,6%
Marne	1,0%	9,5%
Meurthe-et-Moselle	1,3%	7,7%
Meuse	2,0%	8,4%
Moselle	1,3%	9,0%
Vosges	1,3%	5,6%
Grand Est	1,0%	7,4%
France métropolitaine	1,6%	7,2%

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an

17 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DARES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Des durées d'inscription toujours plus longues. En moyenne, les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en région Grand Est (catégorie ABC) le sont depuis **623 jours, contre 607 jours en moyenne au national**. A titre de comparaison, il y a un an, la moyenne régionale était de 587 jours, soit 36 de moins. La situation s'est donc particulièrement aggravée ces derniers trimestres. Les demandeurs d'emploi venant de l'industrie sont les plus touchés par le chômage de longue durée (plus d'un an). Les hommes sont en moyenne inscrits depuis plus longtemps à Pôle Emploi que les femmes, avec une différence moyenne de 30 jours. Dans le Grand Est, 17% des inscrits à Pôle Emploi le sont depuis plus de 3 ans, soit 80 000 personnes.



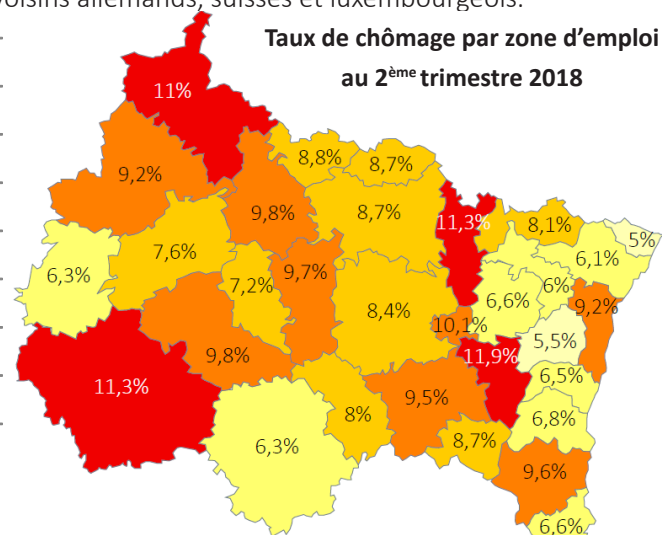
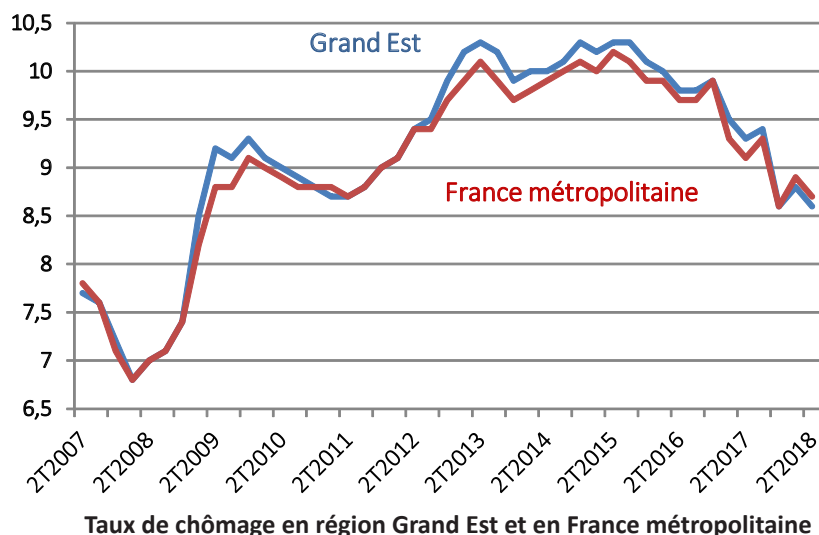
	Evolution sur 1 an	Ancienneté moyenne
Ardennes	23	693
Aube	40	625
Marne	29	616
Haute-Marne	31	626
Meurthe-et-Moselle	45	649
Meuse	38	652
Moselle	40	597
Bas-Rhin	37	613
Haut-Rhin	34	571
Vosges	32	711
Grand Est	36	623
France	24	607

Ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi des demandeurs d'emploi (en jours, catégories ABC)

18 - TAUX DE CHÔMAGE - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

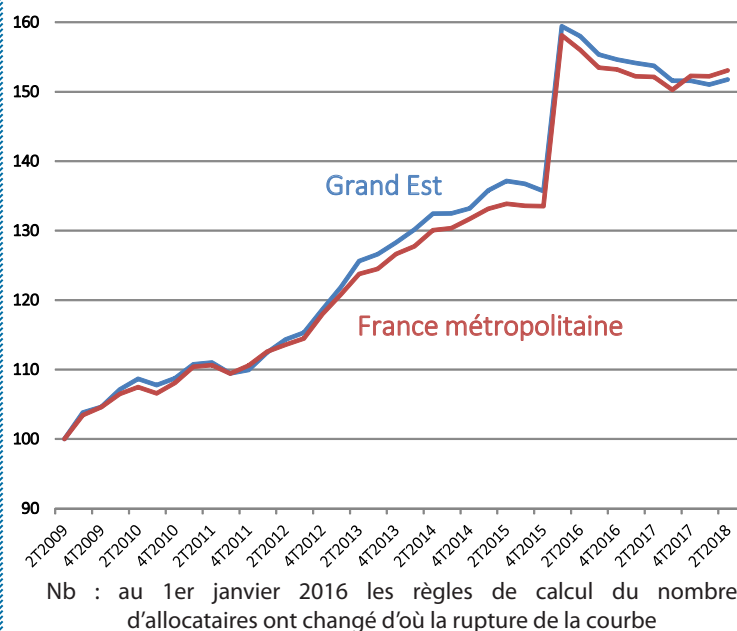
Stabilisation du taux de chômage à son plus bas niveau depuis presque 10 ans. Après une légère hausse au premier trimestre 2018, le taux de chômage dans le Grand Est est de nouveau **à son plus bas niveau depuis 2008**, se stabilisant à 8,6%. S'inscrivant dans la tendance nationale, le taux de chômage en région lui est désormais légèrement inférieur (8,7% en France métropolitaine), favorisé par l'augmentation soutenue du nombre de travailleurs frontaliers. Si sur un plan infrarégional, **la totalité des zones d'emploi de la région profite de la baisse du chômage sur un an**, affichant des reculs allant de - 0,4 point (Strasbourg, Verdun, Châlons-en-Champagne) à - 1,3 points (Forbach), les taux de chômage observés restent cependant largement supérieurs à ceux recensés chez nos voisins allemands, suisses et luxembourgeois.



19 - REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Allocataires RSA: le Grand Est passe en dessous du seuil national. Le nombre d'allocataires du RSA est, sur un an, **en baisse sensible dans la région avec - 1,3%**, alors qu'il est en augmentation au national (+0,6%). La Marne est le seul département du Grand Est à recenser une augmentation du nombre d'allocataires RSA (+2,4%). Le Haut-Rhin présente une baisse annuelle significative de 5,1%. Le Grand Est compte **un peu plus de 142 000 allocataires du RSA** au 2^{ème} trimestre 2018 (8,7% du total national, part en léger retrait depuis 3 ans).



	Evolution du nombre d'allocataires depuis le 2 ^{ème} trimestre 2017		Nombre d'allocataires au 2 ^{ème} trimestre 2018	
Ardennes	0,0%		10 423	
Aube	-1,2%		9 110	
Bas-Rhin	-1,9%		26 296	
Haute-Marne	-1,7%		4 053	
Haut-Rhin	-5,1%		14 850	
Marne	2,4%		13 743	
Meurthe-et-Moselle	-1,1%		21 654	
Meuse	-1,0%		4 939	
Moselle	-0,9%		26 813	
Vosges	-1,4%		10 429	
Grand Est	-1,3%		142 310	
France métropolitaine	0,6%		1 634 702	

Evolution du nombre d'allocataires du RSA

4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

189 370
travailleurs frontaliers au 2^{ème} trimestre 2018

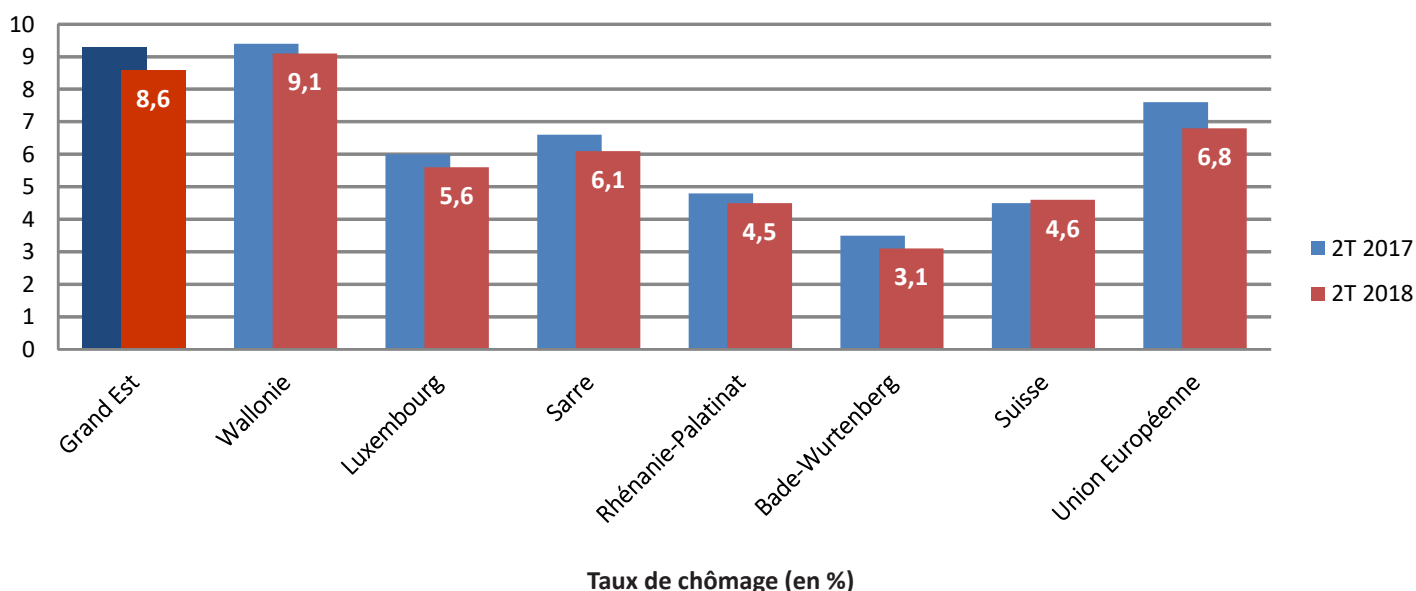
100 299 au Luxembourg
45 000 en Allemagne*
35 571 en Suisse
8 500 en Belgique*

* Données fin 2016

20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCES : INSEE (FRANCE), MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE (BELGIQUE), STATEC (LUXEMBOURG), BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT (ALLEMAGNE), OFS (SUISSE), EUROSTAT (UE) // TYPE DE DONNÉES : BRUTES ET CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Diminution continue du chômage dans toutes les régions frontalières à l'exception de la Suisse. 6 régions frontalières sur 7 présentent une diminution continue de leur taux de chômage, depuis presque deux ans. Sur un an, seule la Suisse est touchée par une hausse (+ 0,1 point), mais son taux de chômage reste faible. L'Union Européenne a vu son taux décroître de près d'un point en un an. Pour autant, **la Wallonie et le Grand Est** sont les deux seules régions frontalières étudiées à être impactées par un **taux de chômage supérieur à la moyenne européenne**, loin des niveaux affichés par la Suisse, l'Allemagne (3,1% pour le Bade-Wurtemberg !) ou le Luxembourg.



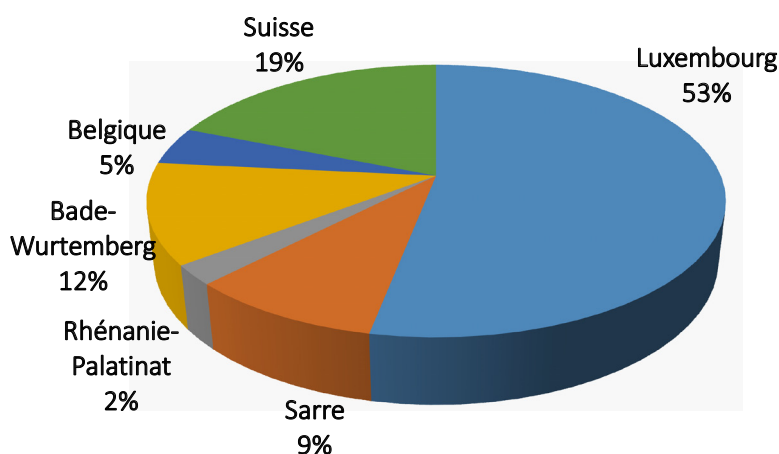
21 - FRONTALIERS DE LA RÉGION GRAND EST - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : STATEC – INSEE – OIE – IBA

Le cap des 100 000 frontaliers en direction du Luxembourg atteint. C'était imminent, c'est désormais une réalité : chaque jour, **100 299** habitants du Grand Est traversent la frontière pour aller travailler au Grand-Duché, **un bond de 6% sur un an**. Ainsi, ce dernier attire chaque année une part plus importante du nombre total des frontaliers de la région (53% aujourd'hui, 49% il y a deux ans). Environ **un tiers des 12 000 emplois** créés annuellement au Luxembourg est occupé par **un résident français**. Le nombre de frontaliers en direction de la **Suisse régresse pour la première fois depuis 2 ans et demi** (- 500 en six mois). L'Allemagne, avec 45 000 emplois frontaliers répartis sur 3 Länder, reste en recul par rapport à la situation de 1999 (près de 60 000). La Belgique recense environ 8 500 frontaliers résidant en France.

	Nombre de frontaliers au 2 ^{ème} trimestre 2018	Evolution sur un an	Evolution annuelle moyenne ces 10 dernières années
Luxembourg	100 299	+6%	+3,5%
Suisse	35 571	-0,1%	+1%
Allemagne*	45 000		
Belgique*	8 500		

(*) Données 3^{ème} trimestre 2016



Destination des travailleurs frontaliers de la région Grand Est

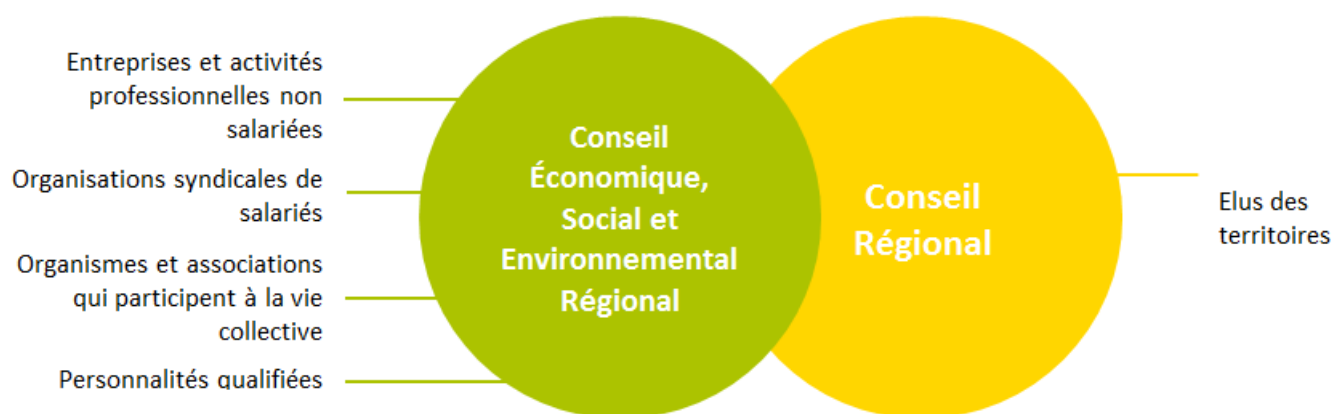
Le CESER est une assemblée consultative, porte-voix de la société civile organisée, dont les fonctions sont autant de mettre à jour et de relayer les débats en cours dans l'espace régional que d'être un agitateur d'idées, un laboratoire pour la valorisation de la démocratie participative. Il est donc d'autant plus utile dans une période de grave désaffection citoyenne à l'égard du monde politique et de la chose publique en général.

Les membres qui composent l'Assemblée du CESER sont issus de divers horizons de la société civile organisée parmi lesquels des responsables d'entreprises, syndicalistes, responsables associatifs, agriculteurs, artisans, universitaires, responsables culturels, représentants des professions libérales ou encore défenseurs de l'environnement...

Ils débattent ensemble de l'avenir de leur région de manière constructive et en dehors de toute prise de position partisane. Le CESER est l'une des rares assemblées où, par exemple, patronat et syndicats, ou encore agriculteurs et environnementalistes se réunissent afin de réfléchir sereinement aux enjeux stratégiques régionaux.

Le CESER détient une mission centrale : donner aux élus régionaux l'éclairage de la société civile organisée sur toutes les affaires pouvant concerner la région.

LE CESER, SECONDE ASSEMBLÉE RÉGIONALE



Retrouvez toutes les infos du CESER Grand Est sur internet :
www.ceser-grandest.fr

Suivez-nous

sur les réseaux sociaux pour ne rien manquer de nos actualités :



@cesergrandest



@ceserge

Site de Châlons-en-Champagne

5, rue de Jéricho - CS70441 - 51037 Châlons-en-Champagne Cedex
Tél : 03 26 70 31 79

Site de Metz

1 Place Gabriel Hocquard - CS 81004 - 57036 Metz Cedex 01
Tél : 03 87 33 60 26

Site de Strasbourg

1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 Strasbourg Cedex
Tél : 03 88 15 68 00

CESER
ALSACE
CHAMPAGNE-ARDENNE
LORRAINE **Grand Est**